



Pommes pourries p.5

Jocelyn Hotte, dépressif chronique, assassin, policier et *sniper* de la GRC



Pollution de l'information p.7

Radio-Canada dérape, mais pas du côté de l'analyse et du traitement en profondeur



Howard Zinn p.8

L'historien américain nous rappelle que, derrière les statistiques de la guerre, il y a des vies déchiquetées

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 6 • n° 4

Janvier 2003

3,50 \$



Si vous voulez la guerre, faites semblant de préparer la paix

LORS DES NÉGOCIATIONS de Rambouillet qui avaient permis en 1999 de légitimer les bombardements – à cause de « l'intransigeance serbe » –, on avait exigé du gouvernement yougoslave qu'il signe un document où il était spécifié que « le personnel de l'OTAN bénéficiera, ainsi que leurs véhicules, bateaux, avions et équipements, du droit de libre passage, sans restriction aucune, à travers tout le territoire de la république fédérale yougoslave, y compris l'espace aérien et les eaux territoriales associés. Cela inclura, mais ne sera pas limité, au droit de bivouac, de manœuvre, de logement et de l'utilisation de tout endroit ou installation requis à des fins d'appui, d'entraînement et d'opérations » (annexe B, section 8). Sur tout le territoire yougoslave, l'OTAN pourrait utiliser gratuitement les aéroports, les routes, les chemins de fer, les ports et les télécommunications (sections 11 et 15). Son personnel serait protégé contre toute poursuite ou enquête faite par les autorités yougoslaves (sections 6 et 7).

Pour apprécier à sa juste valeur cette « dernière chance pour la paix », il faut citer le témoignage de Scott Ritter, républicain américain et ancien inspecteur de l'ONU en Irak. En plus de déclarer qu'en 1998 l'Irak était désarmé, il a affirmé, le 10 avril 2002 devant le Sénat français : « Quand Richard Butler [chef de la mission de l'ONU avant 1998] a autorisé l'emploi de ces techniques sensibles utilisées par mon équipe pour trouver des armes [à l'insu des Irakiens], pour enquêter sur la sécurité de Saddam Hussein à la demande des États-Unis, afin de favoriser la politique unilatérale américaine de renversement du régime, alors c'est devenu de l'espionnage. C'est la raison pour laquelle je suis parti. » On se rappellera aussi que, devant le tribunal de La Haye, Rade Markovic, ancien chef de la sécurité de Serbie, présenté comme témoin de l'accusation au procès Milosevic, a déclaré, le 26 juillet 2002, s'être vu offert une vie de luxe à l'étranger (avec sa famille) s'il acceptait de faire un faux témoignage. Ainsi va la justice des puissants.

Bientôt, les Irakiens qui ont survécu devront revivre pour une période indéterminée ce qui a été le sort de l'immense majorité de l'humanité pendant des décennies si pas des siècles : le joug colonial. Ce ne sera pas nouveau pour eux : après la fin de l'empire turc, Lord Curzon, qui dirigeait les affaires étrangères britanniques, avait proposé que le Moyen Orient soit gouverné par une « façade arabe dirigée par les Britanniques », sans administration directe, mais dissimulée par des « fictions constitutionnelles » telles qu'un « protectorat, une zone d'influence, un état tampon etc. ». (C'est le renversement de cette façade qui a d'ailleurs mené aux régimes actuels que l'on déplore tant.)

POUR OU CONTRE LA GUERRE EN IRAK ?



que, devant le tribunal de La Haye, Rade Markovic, ancien chef de la sécurité de Serbie, présenté comme témoin de l'accusation au procès Milosevic, a déclaré, le 26 juillet 2002, s'être vu offert une vie de luxe à l'étranger (avec sa famille) s'il acceptait de faire un faux témoignage. Ainsi va la justice des puissants.

On pillera leurs ressources – ce sera la reconstruction de l'Irak. On dilapidera leur pétrole dans nos maisons sur-

Il y a mieux pour les puissants que de violer le droit, c'est d'avoir un ordre légal à leur botte.

chauffées, nos bouchons et nos usines – accélérant ainsi la destruction du climat de la planète. On éliminera de leur personnel politique tous ceux qui risquent de défendre un tant soit peu la sou-

veraineté du pays – ce sera la démocratisation de l'Irak. De nombreux défenseurs des droits de l'homme se réjouiront de la disparition d'un tyran (sans avoir le courage d'en remercier G. W. Bush). Les nouveaux maîtres de l'Irak remercieront les États-Unis de les avoir libérés. Lorsque les Irakiens seront suffisamment découragés, on organisera des élections libres – et peut-être, comme les Serbes, ils resteront chez eux plutôt que d'élire des dirigeants choisis par nous.

La résolution 1441 adoptée à l'unanimité par le conseil de sécurité impose des exigences presque aussi inacceptables à l'Irak. D'une part, les Irakiens doivent faire état, dans un délai de 30 jours, de tous leurs programmes nucléaires, biologiques et chimiques, y compris ceux dont ils estiment qu'ils n'ont pas d'usage militaire (article 3). Comment un pays possédant ne serait-ce qu'une industrie chimique pourrait-il satisfaire une telle exigence ? Ce qui a d'ailleurs été souligné, mais sans effet, par le directeur de la mission d'inspection (AFP, 08.11.02). Néanmoins, toute fausse déclaration sera considérée comme une violation de la résolution (article 4). Par ailleurs, les inspecteurs pourront interdire aux Irakiens de circuler dans n'importe quelle partie de leur territoire (article 7). Un nombre « suffisant » mais non spécifié de troupes de l'ONU pourra assurer la sécurité des inspecteurs. Finalement, ceux-ci pourront emmener, avec leur famille, pour interrogatoire hors d'Irak, n'importe quel citoyen irakien (article 5) – donc, en principe, y compris Saddam Hussein... Pour couronner le tout, le conseil réaffirme son engagement en faveur de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Irak.

DANS LE MONDE arabe, on fait contre mauvaise fortune bon cœur. La Syrie tente de justifier son vote en assurant qu'il permet d'éviter la guerre – qui n'a pourtant fait que se perpétuer depuis 1991, avec des dizaines de milliers de vols anglo-américains sur l'Irak et des centaines de milliers de morts dus à un embargo d'une cruauté unique dans l'histoire. Et le *New York Times* (09.11) écrit que la campagne de bombardements durera moins d'un mois mais que les États-Unis craignent que les Irakiens, soit par des commandos-suicide, soit en se battant dans les quartiers des villes, ne souillent la victoire américaine avec leur propre sang, dans l'intention d'augmenter les sentiments anti-américains dans la région. Quels barbares !

La résolution 1441, c'est le Munich du Tiers Monde – donner carte blanche à l'impérialisme le plus agressif du moment, comme l'avaient fait les dirigeants anglais et français en 1938. Un grand progrès a été réalisé depuis la guerre en Yougoslavie : celle-ci n'avait aucune base juridique, alors que celle contre l'Irak sera probablement légale, une fois que des preuves de violation de la résolution par l'Irak auront été trouvées et qu'une nouvelle résolution autorisant le recours à la force aura été adoptée. Il y a mieux pour les puissants que de violer le droit, c'est d'avoir un ordre légal à leur botte.

Pendant ce temps, les intellectuels pro-occidentaux travaillent. Ils remettent avec empressement leur copie sur le sujet du moment : la critique du fanatisme religieux et de l'intolérance. On réédite Voltaire. On met en garde contre l'antiaméricanisme, cette maladie qui est censée affliger tout particulièrement les pays d'Europe où les manifestations contre la guerre sont les plus faibles, à savoir la France. Rares sont ceux qui se demandent si le véritable fanatisme n'est pas cette soif infinie de puissance et de profit qui domine l'Occident, ni si la colère que tant d'injustice et de cynisme provoque dans le monde arabe et musulman n'est pas légitime. À moins qu'un vaste mouvement international ne renverse le cours des choses, on s'apercevra peut-être un jour que le 11 septembre 2001 n'était qu'un début.

JEAN BRICMONT



Les vrais valeurs

Sur toutes les chaînes, le bon Wayne Gretzky nous invite à célébrer nos « valeurs canadiennes » : jouer au hockey, agiter des unifoliés comme des perdus, acheter des gros 4X4 américains et se torcher avec l'Accord Kyoto...

Insubordination ?

Dans son palmarès 2002, l'hebdomadaire *Ici*, accorde une bien mauvaise note à Québecor, son propriétaire. Au chapitre « médias », Québecor se mérite un « Dans le broyeur ». Pourquoi ? D'abord et avant tout « pour les mauvais résultats financiers ». On regrette ensuite « l'interminable grève chez Vidéotron, la synergie subtile comme Peter McLeod, la prestation générale de PKP » (*Ici*, 24-12-02) Mais au fond, le *Ici* appartient bien à l'empire Québecor : même la critique s'ordonne selon la donne économique.

Le grand dilemme

LA QUESTION est de savoir si la France et la Russie, devant les États-Unis, pourront défendre la liberté, la paix, l'équilibre géopolitique, et tout à la fois leurs propres intérêts investis dans des contrées sur lesquelles les USA sont décidés à mettre la main. C'est une question difficile. Voici comment, en simple profane que je suis, j'essaie de le comprendre.

Le problème semble le suivant : ou bien l'on donne son accord à la puissance américaine en ne s'opposant plus à la guerre comme membre du Conseil de sécurité ; ou bien on le refuse soit par veto soit par abstention au sein du Conseil, et alors les Américains feront seuls leur sale besogne avec la Grande-Bretagne et quelques autres.

Dans le premier cas, l'Amérique devient reine et maîtresse après l'invasion, et la France, quant à elle, réduite à l'état de vassale, pourra peut-être, en tant qu'« amie » des Américains et humble alliée de ceux-ci, dans de futures conquêtes également, garder quelque mince avantage dans le partage du butin, en Irak et ailleurs, comme l'escompte pour elle-même l'Angleterre.

Dans le second cas, les intérêts français dans le monde deviennent problématiques, sinon, à terme, compromis définitivement.

Dans les deux cas, la France est menacée de perdre son rang et son statut de puissance. La Russie est dans la même condition.

Cela met également en jeu le statut éventuel de l'Europe. C'est l'Europe qui se joue dans cette partie.

On se demande ce que de Gaulle aurait fait dans les circonstances. On le voit mal se plier aux injonctions de M. Bush.

On se demande ce que de Gaulle aurait fait dans les circonstances. On le voit mal se plier aux injonctions de M. Bush.

Au moment où j'écris, nous sommes à dix jours de Noël 2002. Ce qu'on observe ces

jours-ci, ce n'est pas seulement la question de l'Irak. C'est le monde qui vacille sur quelques-unes de ses bases.

Il s'agit de savoir si les puissances non américaines, prévenant la suite des choses au moins sur le papier, donc virtuellement sur le terrain, ne marqueront pas, pendant qu'il en est temps encore, une ligne au-delà de laquelle on ne passe pas, ou bien si l'on décide que c'est fini.

Voilà le grand dilemme.

PIERRE VADEBONCEUR

D'autres façons de débattre Deux films sur la ZLÉA à la Cinémathèque

DIX MILLE PERSONNES dans la rue à l'occasion de la grève étudiante contre la ZLÉA. Trente secondes au téléjournal. Et les journalistes en rapportent quoi? Qu'il n'y a pas eu de casse. S'il y en avait eu, ça aurait peut-être monté à deux minutes.

De déception en déception, d'occasions ratées en travaux bâclés, de complaisance crasse en pure désinformation, il est grand temps d'inventer nos propres moyens de faire circuler l'information. C'est, au fond, l'état d'esprit de ceux qui collaborent aux médias alternatifs, que ce soit pour la presse écrite, la radio ou le web. Mais c'est aussi de plus en plus le lot des nouveaux défricheurs d'espaces publics.

C'est le cas des projections vidéos des Lucioles (voir nos Plogues): montrer ce que la télé n'oserait jamais diffuser! C'est aussi dans cet esprit que seront projetés en alternance du 30 janvier au 5 février prochain à la Cinémathèque québécoise deux films indépendants sur la ZLÉA. Deux films qui font un bras d'honneur à la sacro-sainte «objectivité» des médias. Deux films libres, farouchement indépendants, et qui se complètent à merveille.

D'une part *Ce n'est qu'un début*, le long métrage documentaire de Gabriel Ancil, Benoît Dépot et Nicolas Gagnon, nous offre une vue de l'intérieur du mouvement d'opposition à la ZLÉA. Ils nous présente des gens qui, contrairement à

l'image qui est habituellement véhiculée par les médias, exposent de manière nuancée leur conception d'un monde meilleur et proposent des solutions de rechange pour y parvenir. Un film qui donne aussi la parole à des intellectuels engagés tels Omar Aktouf, Dorval Brunelle et Dario DeFacendis, qui décortiquent les rouages du capitalisme sauvage et nous donnent des armes pour mieux le combattre.

D'autre part *Le Gambit du Fou*, long métrage de Bruno Dubuc, utilise la fiction pour rejoindre un public qui ne gravite pas nécessairement autour du milieu militant. À travers une enquête fictive qui mélange allègrement le langage du jeu d'échec, celui des films policiers et des westerns spaghetti, *Le Gambit du Fou* vous montre l'envers de la propagande officielle. Sans parler de sa finale apocalyptique faisant appel à 6 000 comédiens-policiers et plus de 50 000 figurants-manifestants qui reconstitue le Sommet des Amériques de Québec avec un réalisme troublant...

Les deux films seront donc présentés à 19 h, *Le Gambit du Fou* le 30 janvier, 1^{er} et 4 février, et *Ce n'est qu'un début*... le 31 janvier, 2 et 5 février. Il y aura des tables tenues par des médias alternatifs. Les cinémas Guzzo ont bien des autos tamponneuses...

YVON D. RANGER



La presse compressée

L'actualité expliquée par les gros titres de la grosse Presse

- «CGI défie la loi de la gravité» (6-11-02), «Les mirages du privé» (11-11-02).
- «Portrait d'une liaison dangereuse» (24-11-02), «L'ALÉNA bloque l'extension de l'assurance-maladie» (28-9-02).
- «Bush énonce la nouvelle doctrine militaire américaine» (21-9-02), «La Maison-Blanche se prévaudra du droit d'attaque préventive partout, quand elle le veut» (22-9-02), «Le FBI autorisé à jouer les Big Brother» (19-11-02), «Le Congrès américain préconise une superdirection du renseignement» (12-12-02), «Après l'Irak, la planète» (22-9-02).
- «Les fraudes de WorldCom auraient atteint 9 milliards US» (6-11-02), «Les licenciements bondissent de 151% aux États-Unis» (5-11-02), «Le vrai monde, la vraie vie» (16-11-02).
- «Les clients de Bombardier et Nortel doivent 10 milliards aux contribuables canadiens» (19-10-02), «Après avoir investi 20 millions dans la tour olympique, Québec n'a toujours pas de locataire» (13-12-02), «L'aventure de la mode aura coûté 30 millions» (4-12-02), «Armes à feu: un fiasco. Le programme qui devait coûter 119 millions a avalé jusqu'ici un milliard» (4-12-02), «À la recherche d'un nouveau modèle» (7-12-02)...
- «11 septembre: Kissinger dirigera la commission d'enquête» (28-11-02), «Une intense vague de gastros frappe l'Amérique du Nord» (12-12-02).

FRANÇOIS PATENAUDE

► PLOGUES

Soirée vidéo des Lucioles

Les Lucioles, c'est un collectif de jeunes vidéastes qui fait fi de la soi-disant objectivité journalistique et nous donne à voir une réalité autre que celle véhiculée par les médias traditionnels. La prochaine projection de leurs films chocs aura lieu le mercredi 29 janvier à 20 h (portes ouvertes à 19 h) à l'ALIZÉ, 900 Ontario est, à deux minutes du métro Berri-UQAM. Contribution volontaire. Arrivez tôt, c'est toujours plein!
<http://www.mozaikvideo.com/lucioles/index.htm>

La jeunesse contre Dumont

Tous les jeunes, qu'ils soient étudiants, travailleurs, sans-emploi, militants sont invités à venir construire l'opposition aux politiques néolibérales de Mario Dumont et déconstruire l'illusion selon laquelle Mario Dumont représente la jeunesse et le changement. L'assemblée publique de la Coalition de la jeunesse contre Dumont et le néolibéralisme a lieu 15 janvier 2003 à 18h à la salle 4.82a du Cégep du Vieux-Montréal. Contact: Eric Martin, responsable des communications (sherlock@total.net): (514) 761-7202

Howard Zinn est en ville!

Howard Zinn, historien et professeur émérite de l'Université de Boston, sera à Montréal lundi le 20 janvier pour donner une conférence intitulée «Les États-Unis et la guerre: perspective historique». Zinn est l'auteur de nombreux livres consacrés à l'incidence des mouvements populaires sur la société américaine, battant ainsi en brèche la conception unanime de l'histoire officielle. Son plus récent ouvrage vient de paraître en français sous le titre *Une histoire populaire des États-Unis. 1492-2002*. (LUX, Montréal 2002)

Sa conférence consacrée à politique étrangère américaine aura lieu à la salle Marie Gérin-Lajoie du pavillon Judith-Jasmin de l'UQAM à 19 h. Contribution volontaire: 5 \$. Information: Claude Rioux (514) 387-2541.

Erratum

À la une du *Couac* de décembre, on pouvait lire que la Gestapo, la police secrète d'État du III^e Reich, est l'acronyme de «GEheime STAatsPOleize». Il aurait fallu lire: GEheime STAats POLizei. Toutes nos excuses au Fuhrer...



COURRIER DES LECTEURS

Manifestation contre la ZLÉA ou comment les médias étouffent le débat

La manifestation du 31 octobre 2002 contre la zone de libre-échange des Amériques fut un succès pour ses participants. Peu de casse et aucun grabuge. Cependant, il n'en demeure pas moins que la manifestation n'a soulevé aucun débat de fond sur la question.

La question se pose: si une manifestation d'environ 10 000 personnes au centre-ville de Montréal n'a pas su créer autant de passions sur le sujet qu'il le faudrait, à quoi servent désormais les soulèvements populaires? Pourquoi un sujet d'une importance aussi capitale sur la remise en question de notre système économique et social provoque si peu de remous dans les médias? [...]

À Quito, en Équateur, c'était déjà le 3^e Sommet des Amériques. Qu'attendent nos gouvernements pour nous consulter

et les médias pour actualiser les enjeux de la Zone de libre-échange des Amériques? Les soulèvements populaires dans les Amériques ne sont pas une invention des groupes marginaux, le mécontentement est réel. À vous maintenant de faire votre boulot.

Comité d'action politique du Collège Montmorency

Véronique Trudeau
Sarah Blue Chênevert
Youri Tendland
Audrey H. Forget
Olivier Binette

Évolution inquiétante du Devoir

On vient de porter à mon attention un texte de Pierre Falardeau, publié dans le journal «Le Couac» du présent mois de décembre, texte qui aurait été refusé par *Le Devoir*, d'après ce qu'en dit l'auteur («Éloge de la défaite»).

Si cette affirmation est fondée, cette décision m'apparaît inacceptable et arbitraire, venant du

seul quotidien véritablement libre au Québec.

Il me semble que la notoriété et les lettres de créance de Monsieur Falardeau font en sorte que ni lui, ni ses écrits ne méritent d'être traités avec si peu d'égard et de ménagement.

L'évolution récente du *Devoir* m'apparaît d'ailleurs fort inquiétante et préoccupante...

Yves Rocheleau

Député de Trois-Rivières
Porte-parole du Bloc Québécois en matière d'Affaires étrangères (Amérique latine et Afrique) et abonné du *Devoir*

Trois-Rivières

Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon (texte@lecouac.org) Sinon une disquette par courrier postal: *Le Couac*, CP. 129 Succ. de Lorimier, Montréal (Québec) H2H 2N6. Télécopieur: (514) 521-5599.

Le Couac

c.p. 129 succ. de Lorimier, Montréal, Québec, H2H 1V0
Téléphone : (514) 521-5499
Télécopieur : (514) 521-5599

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen

Collaborateurs: Gilbert Balsamo, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Jean Bricmont, Le Couac des Champs, A. Côté, Bruno Dubuc, Pierre Falardeau, Clôde de Guise, Michelle Loslier, Jean-François Nadeau, Monique Pagé, François Patenaude, Hercule Poirron, Yvon D. Ranger, Michel Rioux, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse, Howard Zinn.

Illustrations: Boris, Charb, Filio, Le Fou du Village, Luc Giard, Honore, Luz, Serge Ferrand, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* (France) et *Le Journal du Jeudi* (Burkina Fasso) pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: David Ledoyen au (514) 521-5499
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec

SOUTENEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE! ABONNEZ-VOUS!

La presse indépendante est sur les dents! Elle a décidé de s'unir pour mieux résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poules aient des dents et abonnez-vous à un second, voire à un troisième journal indépendant! Ils ont tous une dent contre la bêtise et se complètent si bien...

Un magazine bimestriel... pour se faire les dents.

<input type="checkbox"/> Groupe populaire:	25 \$
<input type="checkbox"/> Individu:	20 \$
<input type="checkbox"/> Institutionnel:	25 \$
<input type="checkbox"/> Soutien:	32 \$
<input type="checkbox"/> Étudiant ou sans emploi:	15 \$
<input type="checkbox"/> À l'étranger:	
	<input type="checkbox"/> Individu: 30 \$ <input type="checkbox"/> Institutionnel: 40 \$

Nom _____ Faire parvenir votre chèque
Adresse _____ ou mandat poste à:
Revue Vie Ouvrière inc.
Code postal _____ Téléphone _____ 1215, rue Visitation, bureau 101
Courriel _____ Paiement inclus Montréal (Québec) H2L 3B5

VOUS NE PAYEZ QUE LES FRAIS DE POSTE ET DE MANUTENTION (toutes taxes incluses)

Le Couac est un mensuel satirique qui propose un regard critique sur notre société avec l'humour grinçant qui lui a valu son surnom de "canard qui a des dents"...

<input type="checkbox"/> Abonnement d'un an:	30,42\$ + taxes = 35,00\$
<input type="checkbox"/> Abonnement de deux ans:	52,15\$ + taxes = 60,00\$
<input type="checkbox"/> Abonnement institutionnel et de soutien:	52,15\$ + taxes = 60,00\$
<input type="checkbox"/> Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution):	225,98\$ + taxes = 260,00\$
<input type="checkbox"/> Abonnement d'un an à l'étranger:	43,46\$ + taxes = 50,00\$

Nom _____ Par téléphone: (514) 521-5499
Adresse _____ Par la poste: **Le Couac**
CP. 129 Succ. de Lorimier
Code postal _____ Téléphone _____ MONTRÉAL (Québec) H2H 2N6
Courriel _____ Adressez votre chèque à: **Le Couac**

Le Mouton NOIR est un journal d'opinion et d'information, plus mordant que le toup...

<input type="checkbox"/> Individus:	20 \$ ou soutien _____ \$
<input type="checkbox"/> Organismes sans but lucratif:	25 \$ ou soutien _____ \$
<input type="checkbox"/> Entreprises/institutions:	40 \$ ou soutien _____ \$
<input type="checkbox"/> Abonnement cadeau:	40 \$ ou soutien _____ \$
Groupe d'âge:	<input type="checkbox"/> 19 à 25 ans <input type="checkbox"/> 26 à 35 ans <input type="checkbox"/> 36 à 49 ans <input type="checkbox"/> 50 à 64 ans <input type="checkbox"/> 65 ans et +

Nom _____ Faites votre chèque à l'ordre des
Adresse _____ **Éditions du Berger Blanc**
Code postal _____ Téléphone _____ C.P. 113 Rimouski (Québec) G5L 7B7
Courriel _____

L'aut'journal est un mensuel indépendantiste et progressiste pour qui «Informer, c'est mordre à l'os tant qu'il y reste de quoi ronger» [Jacques Guay]

<input type="checkbox"/> Un an	30 \$ ou soutien _____ \$
<input type="checkbox"/> Deux ans	45 \$ ou soutien _____ \$

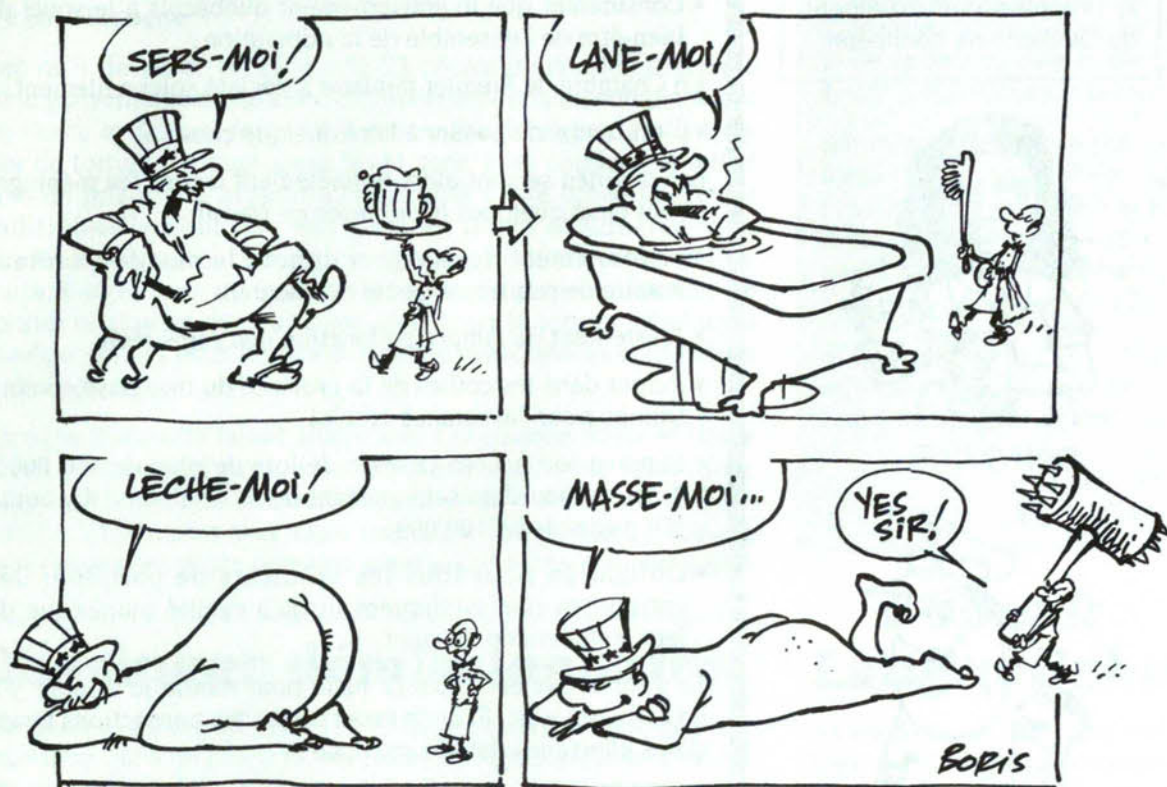
Nom _____ Faites votre chèque à l'ordre de
Adresse _____ **L'aut'journal**
Code postal _____ Téléphone _____ 3575, Saint-Laurent, bur. 117,
Courriel _____ Montréal H2X 2T7



À genoux dans la gravelle, s'il vous plaît!

IL N'Y A qu'une seule position dans laquelle les États-Uniens acceptent d'endurer les quelques millions de nordiques qui s'agitent paisiblement au-dessus du 45^e parallèle : à genoux dans la gravelle ou, mieux encore, à plat ventre dans la sloche!

vivant au Canada, pour engranger quelques gains politiques, ce qui nous a jetés en disgrâce», écrivait cet ancien ambassadeur en Israël. Convenons cependant que mis à part ce qualificatif de crétin, échappé des lèvres de la directrice des communications de Jean Chrétien



Les temps présents accentuent encore, si faire se peut, cette fâcheuse inclination de l'Empire à ne nous imaginer que pliés en deux, la langue à hauteur de l'impérial fessier afin que toutes grâces lui soient rendues sur demande.

Depuis toujours, depuis, en fait, que les Canayens ont refusé la liberté yankee aux 18^e et 19^e siècle, le rôle qu'ils nous réservent et dans lequel ils nous tiennent consiste à être leur *straight man*, comme on le disait à l'époque où Léo Rivest était celui de Paul Desmarceaux et Denis Drouin celui d'Olivier Guimond. On dit maintenant faire-valoir, mais la nature profonde de la chose demeure : n'exister qu'en fonction de l'autre, n'avoir en propre que le reflet de l'autre sur soi-même, ne respirer, enfin, qu'avec sa permission.

Le Canada — et dans ce domaine il n'y a pas de société distincte, le Québec y contribuant pour une large part — accepte, avec ce stoïcisme qu'affichent parfois les benêts, ce rôle de porte-faix, qu'on appelait plus crûment porte-crottes dans ma jeunesse, des intérêts étatsuniens.

On a vu dans les récentes semaines se manifester plusieurs de ces porte-faix de l'idéologie du Sud, tous membres d'un courant situé à droite des libéraux fédéraux, ce qui en dit long sur leur progressisme social et politique.

Dans une chronique livrée au *Devoir*, Norman Spector, qui a commencé sa carrière dans le cabinet du créditiste Bennett en Colombie Britannique, reprochait au gouvernement Chrétien d'avoir détérioré les relations du Canada avec les États-Unis. « M. Chrétien a préféré miser sur l'antiaméricanisme, toujours

et destiné au président Bush, il demeure difficile de trouver un épisode au cours duquel le Canada se soit retrouvé autrement qu'à genoux dans la gravelle dans ses discussions avec les USA.

Il y a bien eu cette réplique du ministre de la Défense, John McCallum, à l'ambassadeur étatsunien, lui disant que le Canada augmenterait son budget de défense s'il en décidait ainsi. Peut-être McCallum avait-il un verre dans le nez, ce qui lui donna l'espace d'un instant un tout petit peu de courage. Mais il semble bien que le budget de défense du Canada sera augmenté et qu'ainsi, l'Empire sera satisfait.

Copain des Bush père et fils, Brian Mulroney a même été reçu en tête à tête à Washington, avouant au sortir de la Maison blanche que l'épisode du moron avait beaucoup nui à nos relations bilatérales.

Jusqu'à Mike Harris qui, invité par l'Institut économique de Montréal après avoir soupé en tête-à-tête avec son grand ami Lucien Bouchard, se plaignait, dans la version française de son texte publié dans *La Presse*, que le gouvernement fédéral nous avait placé en situation « d'isolation » (sic) face aux États-Unis. Sans parler bien sûr des alliés, qui donneraient leur chemise brune pour que les politiques canadiennes soient calquées sur celles, beaucoup plus à droite, des voisins d'en bas.

Même si on n'est même pas équipé pour battre un œuf, est-ce trop demander qu'on se tienne debout, tout simplement?

MICHEL RIOUX



ABONNEZ-VOUS!
www.lecouac.org

Réjouissons-nous!

Selon le dernier rapport de la Direction de la santé publique de Montréal, la métropole québécoise serait aussi la capitale canadienne de la pauvreté et des inégalités sociales. En effet, c'est à Montréal qu'on retrouve, parmi les six plus grandes villes canadiennes, le plus grand nombre de personnes défavorisées, les gens les moins scolarisés, le plus d'inégalités sociales, l'espérance de vie la moins élevée, le plus haut taux de mortalité évitable et le taux le plus élevé de sans-emploi. Devant ce barrage de calamités, les Montréalais ont pourtant de quoi se réjouir car leur (quand même) si belle ville est celle où l'on retrouve le moins d'arthroplastie de la hanche et du genou. Vous conviendrez aisément avec nous que le modèle québécois est une chose formidable.

Lettre à Pierre Foglia La nageuse, le coach et le chiffon bleu

VOUS SOUFFREZ d'avoir été accusé de racisme. C'est une accusation grave et, même fautive, elle laisse des traces. Tous en conviendront. Vous protestez aussi contre le fait que Jacques Parizeau et Yves Michaud ont essayé injustement cette accusation.

l'imagine que vous reconnaîtrez que l'accusation d'avoir tenu des propos racistes est parfois fondée. L'actualité, en cette fin d'année, nous en présente deux cas : le leader républicain au sénat étatsunien, Trent Lott, qui regrette qu'en 1948 le ségrégationniste Strom Thurmond n'ait pas été élu président. Lott se vante encore d'avoir voté pour lui. Puis David Ahenakew, chef amérindien de Saskatchewan, qui a attaqué les Juifs et les Asiatiques, et qui est maintenant repenté et démissionnaire.

Dans deux chroniques, les 14 et 17 décembre, vous avez pris la défense de Dave Johnson, l'entraîneur de natation qui a blâmé durement l'athlète Jennifer Carroll d'avoir agité un petit drapeau du Québec alors qu'elle se trouvait sur le podium. L'affaire a fait un certain bruit. Les personnalités politiques, à Ottawa comme à Québec, ont critiqué vertement Johnson. Par son geste, la nageuse voulait tout simplement saluer parents et amis, comme l'ont fait des athlètes de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique. Mais Johnson a fait une sainte colère. Il a traîné la jeune femme devant un comité de discipline convoqué en pleine nuit. Par écrit, il a prétendu que le geste de Jennifer Carroll était « égoïste, irrespectueux, embarrassant ». Il ajoutait que cela avait « rendu malade » l'équipe canadienne, et recommandait que la coupable soit suspendue pour six mois.

En bon journaliste, vous avez fait votre propre enquête. Vous avez établi que Johnson est un ancien Montréalais, sorti de McGill. Vous le décrivez en ces termes : « un *bloke* comme il y en a plein les rues à Calgary où il vit. Pas le *red neck*, pas l'intello, entre les deux. Les Québécois l'agacent : des chialeux. » Malgré tout, pour résumer, un bon *coach*.

Mais votre enquête n'a rien révélé qui puisse démontrer qu'il ne s'agit pas d'un cas patent de sentiment antiquébécois, au contraire, elle le confirme. D'accord, Mme Carroll n'est pas championne olympique, comme certains l'ont dit, mais médaillée d'argent du Commonwealth. D'accord, Johnson a corrigé l'erreur qu'il avait commise en n'inscrivant pas Yannick Lupien au 50 mètres libre. Mais ces faits n'ont aucun rapport avec l'affaire. La réaction excessive de Johnson au geste anodin de Mme Carroll est le fait, selon votre enquête, d'un *bloke* que les Québécois agacent.

Cet agacement, ce sentiment antiquébécois constituent-ils du racisme? Le débat est ouvert. D'accord, ils sont très répandus, comme vous le dites vous-même. Ils sont ordinaires. Mais la question se pose quand même, et beaucoup, dont je suis, répondront par l'affirmative. Du racisme ordinaire.

Quant à la camaraderie qui aurait uni Mme Carroll et l'athlète Nadine Rolland qui, blessée, ne s'est pas qualifiée pour les jeux du Commonwealth mais a fait tout un tintouin qui l'a réintégrée au sein de l'équipe, au grand dam de Johnson, le rappel de cet épisode n'impressionnera personne. S'en prendre à Mme Carroll parce qu'elle est l'amie de Mme Rolland, voilà un comportement indigne d'un dirigeant responsable.

Quoi qu'il en soit, l'affaire sert mal la cause fédéraliste. Défendre Johnson, c'est coller les pots cassés. *La Presse*, qui, pour une fois, a publié votre chronique du 14 décembre à la une, l'a utilisée aux fins de sa minable propagande de lèche-bottes de la fédération canadienne. Il me semble que cela devrait vous déplaire.

Deux conclusions : d'abord, si le protocole des jeux interdit d'agiter un drapeau, on n'a qu'à en informer les concurrents et, en cas de « délit », à rappeler courtoisement le règlement. Ensuite : un journal sérieux et responsable n'utilise pas l'esprit indépendant d'un collaborateur précieux à des fins de propagande.

PIERRE DE BELLEFEUILLE



Néobienséance et mauvaise foi

LE 24 NOVEMBRE DERNIER, à l'occasion de la Journée des Patriotes à Saint-Denis-sur-le-Richelieu, Bernard Landry a annoncé que la Fête de Dollard devenait la Journée nationale des Patriotes. Rapidement, le président d'Alliance-Québec, Brent Tyler, a dénoncé la chose en déclarant qu'il s'agissait « d'un appel à l'aspect ethnocentrique de notre histoire » (*Le Devoir* 26/11/02).

Dans les propos de Tyler, on note, d'une part, cette tendance de la néobienséance stérile et hypocrite à vouloir éradiquer un passé qui ne se conforme pas à l'actuelle dictature de la pensée. On remarque, d'autre part, cette manie irritante d'une communauté bien-pensante de relier invariablement l'ethnocentrisme (certains ont même parlé de fascisme) au nationalisme québécois. Bref, hypocrisie et mauvaise foi règnent dans le discours de Tyler, disciple avoué d'un de ses prédécesseurs, William (Bill) Johnson.

MICHELLE LOSLIER

Jaggi Singh en procès

POUR S'ÊTRE IMPLIQUÉ ACTIVEMENT dans diverses luttes sociales, Jaggi Singh fera face au cours des prochains mois à différentes accusations criminelles. Il risque la prison ainsi que des conditions extrêmement restrictives s'il est reconnu coupable.

Vous pouvez aider Jaggi à se défendre de plusieurs façons. Si vous étiez présent à une des manifestations où Jaggi est mis en cause et avez observé sa conduite, vous pourriez être un témoin utile pour sa défense. Si vous possédez un enregistrement vidéo d'une de ces manifs incluant sa participation, cela pourrait aussi être très utile. Vous pouvez aussi offrir

vos soutiens moraux en allant aux procès. Une salle pleine peut faire une grosse différence.

Enfin, pour toutes les accusations auxquelles il fait face, Jaggi va se défendre lui-même, avec l'aide occasionnelle d'un conseiller légal, mais il se voit tout de même obligé d'amasser un peu d'argent pour défrayer les frais de sa défense. Tout surplus d'argent sera redistribué pour la défense d'autres activistes politiques accusés dans la région de Montréal. Aucun montant n'est trop petit. Contactez Jaggi par courriel à jaggi@tao.ca ou en laissant un message par téléphone au 514 278-4533.



1) QUELLE USINE DU QUÉBEC A...

- vu le jour à l'encontre des recommandations du BAPE
- vu son permis d'opération émis juste avant le début des négociations de la Convention de Stockholm pour l'élimination des organochlorés (ce qui l'aurait empêché d'être émis)
- vu son permis d'opération émis par le Conseil des ministres malgré le fait que ce dernier n'a eu que la dernière page du Rapport environnemental du ministère de l'Environnement pour prendre une décision

2) QUELLES SUBSTANCES SONT...

- les plus toxiques au monde et s'attaquent aux systèmes immunitaire, nerveux, reproducteur et endocrinien des humains
- réglementées par des normes émises par le gouvernement qui ne considèrent que l'inhalation comme voie de contamination alors que 90% de la contamination se fait par ingestion.
- sont émises à des taux 51 fois plus élevés que ce qu'avaient prévu les autorités de l'usine, démontrant leur absence totale de contrôle sur les substances en question

Réponses: 1) L'usine Magnola, filiale de Noranda, située à Danville, tout près d'Asbestos
2) les dioxines et les furannes, deux représentants de la classe des organochlorés

Pour plus d'info sur le CLO qui lutte contre cette bombe à retardement: www3.sympatico.ca/epops

Prévision

Le PQ est un parti au discours social-démocrate et aux actions néolibérales.

Le PLQ est le parti de la droite néolibérale traditionnelle.

L'ADQ est un parti de droite réactionnaire et néolibéral.

Si la tendance se maintient, le prochain gouvernement du Québec sera néolibéral.



BON CLONE



MAUVAIS CLONE

Rumeur triste

Deux employés de Magnola, suite à une analyse sanguine, auraient appris que leur sang était contaminé au chlorobenzène.

Rumeur gaie

La majorité des employés de Magnola croient que l'usine va fermer à plus ou moins brève échéance.

Barbarisme

Les profs de cégep, pour une raison qu'il faudra bien découvrir un jour, entretiennent avec la langue française des relations pour le moins conflictuelles. Encore récemment, à l'émission de Le Bigot, un prof de philosophie pontifiait ainsi: Le barbarisme ne peut être compris qu'en relation avec le sacré. Utiliser le mot barbarisme en lieu et place du mot barbarie, c'est justement cela, un barbarisme!

Inédit: Une loi anti-pauvreté!

PAR A. CÔTÉ

- Considérant qu'une partie de la population québécoise vit dans des conditions socio-économiques bien en dessous du seuil de pauvreté;
- Considérant que cette pauvreté est en grande partie causée par l'accumulation éhontée de richesses par une autre partie de cette même population.
- Considérant que le gouvernement québécois a le souci du bien-être de l'ensemble de la population;

En Chambre, le Premier ministre a déclaré solennellement:

« Il est temps de penser à faire quelque chose. »

Les députés se sont alors honnêtement creusé les méninges et ont émis quelques hypothèses de travail:

- Plafonnement des salaires de tout le monde à un taux horaire de pas trop exagéré de l'heure.
- Ajustement de l'impôt en fonction des gains réels;
- Retour dans les coffres de la province du trop payé en cotisations pour l'assurance-emploi;
- Suppression à Loto Québec de lots de plus de 100 000\$. Ainsi, au lieu d'un seul gagnant de \$17 millions, il y aurait 170 gagnants de 100 000\$;
- Obligation pour tous les syndicats de parrainer des entreprises non-syndiquées jusqu'à égalité numérique de leur membership cotisant;

Ça s'annonçait bien puis là, juste pour mettre le trouble, y a un finfin qui a dit: Et si on taxait toutes les transactions financières effectuées dans la province?

Suite à l'énoncé de cette proposition, un grand silence a plané sur l'assemblée. Puis, un député de l'opposition, visiblement très ému, s'est levé et a déclaré d'une voix grave:

Ah! Comme la neige a neigé!
Ma vitre est un jardin de givre.
Ah! Comme la neige a neigé!
Qu'est-ce que le spasme de vivre
A la douleur que j'ai, que j'ai!

Le député qui avait proposé que l'on taxe toutes les transactions financières effectuées dans la province lui a alors répondu du tac au tac:

Il était reveneure: les slictueux toves
Sur l'allouinde gyraient et vrilblaient;
Tout flivoreux vaguaient les borogoves;
Les verchons fourgus bournaflaient.

C'est à ce moment que le Président de la Chambre a clôt la session. Le Premier ministre a retenu un instant le député qui avait émis ce qu'il appelle: l'hypothèse d'envisager la possibilité de vérifier la faisabilité éventuelle d'une étude visant à vérifier la pertinence d'aller de l'avant dans un projet dont je ne me rappelle pas très bien la teneur, et lui a demandé de ne plus citer de poèmes d'origine anglaise en Chambre, compte tenu de l'extrême importance de protéger la culture québécoise de tout apport étranger, même de qualité.

« Je ne vous retiens pas, a-t-il conclu. »

Le Désinfoman

Jean-René Dufort, L'Infoman (Le Désinfoman?), donne un grand coup de langue dans le bas du dos à ses patrons de Radio-Canada. Le jeune papa en début de carrière aurait-il peur de se retrouver au chômage et de voir son émission *flushée* par le nouveau patron de la boîte? « Je n'ai jamais été brimé ou censuré à Radio-Canada », dit-il (La Presse 16-12). N'est-ce pas le même Jean-René Dufort qui avait dû suite à des pressions internes, retirer un reportage sur Pierre Bourgault commentant sa « viande froide » maison?

BRUNO DUBUC

Cette semaine à Découverte:

La symbiose du scrutin proportionnel et de UFP

ON EN VIENT PARFOIS à croire que le projet politique progressiste le plus enivrant actuellement au Québec



est de prier pour que l'ADQ continue de perdre des points dans les sondages. Au risque de passer pour le Charles Tisseyre du Couac, j'aimerais montrer, à l'aide d'un exemple tiré de la nature, qu'il nous est permis d'espérer plus.

La symbiose, vous connaissez? C'est quand deux bêtes vulnérables passent un contrat d'assistance mutuelle pour se gratter le dos. Comme le dirait le pur produit radio-canadien (attention à la diction): « Prenons par exemple le lichen qui pousse sur les roches. Il est constitué d'une algue et d'un champignon. Le champignon, capable de constituer des réserves d'eau, permet à l'algue de survivre en milieu aride. En contrepartie, cette dernière lui fournit, grâce à la photosynthèse, le carbone et les vitamines. On appelle cette formidable association la symbiose!... »

Inspiré par la candeur de notre Passe-Partout des sciences naturelles, j'en viens donc à ma proposition: il faut souhaiter une symbiose entre l'avènement d'un scrutin proportionnel et la jeune formation politique de gauche de l'Union des Forces Progressistes (UFP). Car comme bêtes vulnérables, on peut difficilement trouver mieux que ces deux-là.

D'une part un énième parti de gauche avec peu de moyens financiers, pas encore de vedettes et devant lui tous les pièges habituels qui viennent avec la logique de parti. D'autre part, le Mouvement Démocratie Nouvelle (le MDN), un mouvement citoyen et une commission parlementaire (celle du ministre Charbonneau) qui tentent tous deux de faire advenir une forme de scrutin proportionnel au Québec. Une promesse pourtant inscrite dans le programme du parti québécois au pouvoir pendant 207 mois depuis 1976 et qui n'a apparemment pas encore trouvé le temps de procéder...

En symbiose cependant, on se plaît à les imaginer se renforcer mutuellement. Les forces progressistes travaillant pour l'avènement de la proportionnelle et, celle-ci étant finalement instaurée, permettant au 10, 15 ou qui sait 20 % du vote recueilli par l'UFP d'envoyer 5, 7 ou qui sait 10 députés à l'Assemblée nationale. La science radio-canadienne fait rêver...

Sur ce, bonne semaine et à dimanche prochain...

Sondage

Selon un récent sondage de Léger Marketing (La Presse, 30-11-02) c'est l'information économique et financière qui semble la plus crédible aux yeux des québécois (26% des répondants) suivi des éditoriaux (23% des répondants). On comprend mieux pourquoi le message mystico-économique de l'ADQ est populaire.

On s'en fout

Le Canadien éprouve des ennuis financiers.

Vrai ou Faux?

LA CITATION suivante émane-t-elle du conseil du patronat? « Brasser, stimuler, faire craquer de nouveaux marchés. En investissant dans les entreprises qui ont de la croissance dans les idées, nous engageons des capitaux pour les aider à percer et à prendre leur envol. Ensemble, nous créons de nouvelles richesses Et l'idée nous emballa ».

Eh non! Il s'agit de l'une des nombreuses publicités du Fonds de solidarité de la FTO qu'on peut voir depuis des mois dans les pages du cahier économique de La Presse! À quand un syndicat des investisseurs?

HERCULE POIVRON

Camelots

Le Couac se cherche des camelots. Vendez le journal quelques heures par jour (à l'heure de pointe) aux stations de métro Berri, Mont-Royal, Guy ou Côte-des-Neiges. Pour informations: 514-596-1017 ou www.lecouac.org

Un consensus se négocierait présentement entre les trois partis représentés à l'Assemblée Nationale pour aller vers l'adoption d'un mode de scrutin mixte de nature compensatoire s'inspirant du modèle allemand. Mais, contrairement à ce dernier qui assure une correction complète des distorsions causées par le scrutin majoritaire (car la proportion de députés est moitié-moitié entre les sièges locaux majoritaires et les sièges régionaux proportionnels), la correction ne serait ici que partielle. En effet, la proportion serait de 60%-40% en faveur des sièges majoritaires. Ce scrutin serait donc très semblable à celui instauré en Écosse il y a 5 ans.

Pour l'argumentaire en faveur du scrutin proportionnel, voir le site du MDN (http://www.democratie-nouvelle.qc.ca) ou Le Couac de septembre 2002. Quant à l'UFP (www.ufp.qc.ca), elle cherche présentement à élargir sa base et se dit ouverte à toute proposition progressiste qui ne serait pas déjà dans leur plate-forme provisoire.



Entre la torture et la Convention de Genève

Que choisira le Canada ?

LE GOUVERNEMENT canadien a décidé de repousser sa décision de quelques mois en ce qui concerne la demande d'extradition de Gorka Salazar et Eduardo Plàgaro, deux prisonniers politiques basques incarcérés au Canada depuis 18 mois. Les deux militants écologistes basques qui vivaient au Canada depuis 4 ans et étaient sur le point de recevoir leur statut de réfugiés politiques furent arrêtés le 6 juin 2001 à la suite d'une demande d'extradition faite par l'Espagne.

Alors qu'il devait se prononcer le 23 décembre dernier, il semble que le gouvernement canadien ait finalement pris en compte le fait que Gorka et Edouardo ont été contraints de signer, après trois jours de torture, de faux aveux ayant servi à les condamner à 6 et 7 ans de prison. Ils avaient alors profité d'une brève libération conditionnelle pour fuir leur pays. Si Gorka et Eduardo sont extradés en Espagne, cela signifie que le gouvernement canadien, pourtant signataire de la convention de Genève qui interdit de déporter quelqu'un dans un pays où a cours la torture, condamne virtuellement ces deux hommes à de nouveaux sévices corporels et psychologiques.

L'Espagne franquiste faisait affaire avec l'Allemagne Nazie et l'Italie fasciste. L'Espagne d'aujourd'hui, où couve toujours le franquisme, tente maintenant de magouiller avec le gouvernement de Jean Chrétien. C'est moins sexy, mais tout aussi scandaleux. Le Canada fera-t-il passer les droits humains avant ses relations commerciales ?

Kissinger démissionnaire

On apprenait avec surprise (13-12-02) que Henry Kissinger, ce monsieur qui a déjà reçu le prix Nobel de la paix pour avoir conclu un cessez-le-feu au Vietnam la même année où il soutenait le coup d'État au Chili, a remis sa démission de la présidence de la commission d'enquête sur le rôle des services de renseignement étatsuniens dans les événements du 11 septembre 2001. M. Kissinger a argué un conflit d'intérêt pour justifier sa démission. *Le Couac* a en effet appris, grâce à une de ses sources haut placées dans les armoires de cuisine de la Maison-Blanche, que M. Kissinger a encore des paiements à récolter d'Oussama bédelle Laden pour un vieux stock d'armes vendu dans les années 1980...

Des inspecteurs en armement aux USA ?

UNE COALITION de groupes pacifistes canadiens nommée Rooting Out Evil ont annoncé leur intention d'envoyer une équipe d'inspecteurs internationaux aux USA. Ce groupe, intégré entre autre par Greenpeace Canada, le Centre pour la justice sociale et le comité de Toronto contre la guerre en Irak, a déclaré que son action a été inspirée par George W Bush, qui a dit que les nations les plus dangereuses sont celles qui :

- 1- ont une quantité immense d'armes chimiques, biologiques et nucléaires.
- 2- ignorent les directives de l'ONU.
- 3- ne veulent pas signer les traités internationaux (Kyoto).
- 4- ont pris le pouvoir de manière illégitime.

Sur cette base, dictée par George W. Bush lui même, les pacifistes ont conclu qu'il est clair que le gouvernement américain constitue une menace à la sécurité mondiale. Ils exigent donc logiquement que les USA permettent l'accès sans aucune restriction et immédiatement aux inspecteurs et ce dans tous les sites du pays, en incluant bien sûr la maison du président...

Si vous voulez faire partie de ce groupe d'inspecteurs symboliques, signez la pétition sur leur site Internet à l'adresse : <http://www.rootingoutevil.org>

Envoyé par Libertador de Conciencia sur la Tribu du Verbe (www.latribuduverbe.com)

Pas vu, pas pris

Jaggi Singh, militant bien connu de Montréal, est un de ceux qui se sont fait refuser le droit d'entrée à Tel Aviv. Est-il possible d'écrire sur la réalité de l'occupation israélienne de la Palestine ?

Depuis deux ans, c'est 10 000 personnes qui se sont vu ainsi refuser le droit d'accès à Israël. Les dirigeants israéliens auraient-ils quelque chose à cacher ?

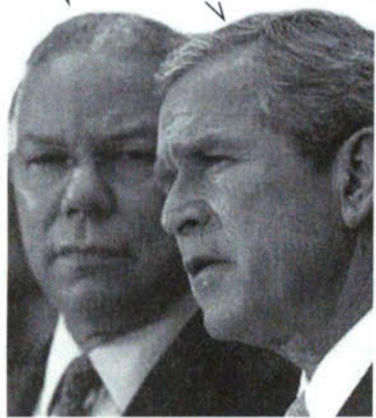


I speak Langueliche

Les résidents de Tainan au sud-Ouest de Taiwan peuvent apprendre l'anglais grâce aux bennes à ordures qui diffusent des leçons d'anglais lors de la tournée de ramassage de vidanges (*La Presse* 20-11-02). Ce qui prouve que toute chose a sa place...

Ce rapport ne mentionne pas les armes de destruction massive qu'on leur versera sur la tête!

J'appelle ça un problème!



Radio libre

WORX 107.3 FM, une radio de la capitale américaine, répète plusieurs fois par jour un fait géo-politique que personne n'oserait évidemment remettre en question : « Vous écoutez WORX, Washington DC, capitale du monde libre ».

Citation

« Les attentats du 11 septembre 2001 n'ont pas changé le monde. Ce qui a changé, c'est la démission des médias devant le pouvoir, l'abandon de l'esprit critique, l'hégémonie du discours officiel sur les manchettes; c'est la narration docile qui passe désormais pour du journalisme dans les médias occidentaux ».

- Robert Fisk, correspondant du quotidien britannique *The Independent* au Moyen-Orient, lors d'une conférence à l'Université Concordia de Montréal, le 17 novembre 2002.

Think big!

C'EST CONNU, l'obésité pèse lourd dans la balance des problèmes de santé aux États-Unis. Actuellement plus de 25% des citoyens sont obèses à l'âge de 36 ans, alors qu'ils n'étaient que 13% au début des années 1960. Plus de 60% des adultes étatsuniens et le quart des enfants traînent un surplus de poids derrière leur ceinture. Devant ce problème de taille, Philadelphie, qui s'est vue décerner le prix de « ville la plus grasse des États-Unis », lance le programme d'amaigrissement collectif intitulé : « Seventy-six tons for fun » afin de stimuler les tapons de la ville à perdre collectivement 76 tonnes de graisse.

La *National Rifle Association*, soutient l'objectif de Philadelphie et entend participer à l'effort collectif d'élimination de la graisse par une campagne qui s'intitule : « ten thousand guns to shoot seventy-six tons ».

HERCULE POIVRON

SI LES MORONS ÉCRIVAIENT EUX-MÊMES LEURS DISCOURS :



Jocelyn Hotte, sniper de la GRC

Le corporatisme policier est-il une menace pour la sécurité publique ?

LES MÉDIAS ET DES BULLETINS TÉLÉVISÉS ont fait preuve d'une belle incompétence avec l'affaire Jocelyn Hotte, ce policier de la GRC trouvé coupable du meurtre avec préméditation de son ex-blonde, et de tentative de meurtre des trois hommes l'accompagnant. Premièrement, en diffusant *ad nauseam* la bande enregistrée du 911 sur laquelle on entend l'appel de détresse des victimes, et la fusillade mortelle. Deuxièmement en prétendant que la diffusion de cette bande servait le droit du public à l'information, alors qu'il est uniquement question ici de manque de jugement, de sensationnalisme et d'une stupide guerre de cotes d'écoute.

Plus grave, ce faux débat autour du soi-disant droit du public à l'information a surtout servi à faire diversion, et à éviter aux journalistes qui couchent avec la police de poser les bonnes questions. Évitant du coup de remettre en question tout ce qui pourrait toucher l'incompétence des autorités policières, qui ont armé et entraîné à tuer un homme à l'équilibre mental visiblement précaire depuis l'enfance. Désinformation oblige, les médias parlent toujours de l'ex-policier, pour minimiser la responsabilité des autorités policières dans cette affaire, alors que Hotte était bel et bien un policier de la GRC à plein temps au moment du meurtre, pire, un tireur d'élite : un *sniper*. Jocelyn Hotte a été entraîné par la police à tirer sur des cibles mobiles tout en conduisant. Sans cet entraînement spécial, il n'aurait sans doute jamais été capable de conduire à haute vitesse sur l'autoroute d'une main tout en vidant son arme avec précision sur les victimes... en plus de recharger son arme à deux reprises. « Hotte était un très bon tireur et un bon chauffeur, comme la majorité des membres chez nous. On passe des examens à chaque année, et si on ne réussit pas, on est disqualifiés », selon son ancien confrère Yvon Bussièrre (*La Presse* 24-11)

Ne serait-il pas aussi important de faire passer des tests psychologiques annuels aux policiers armés, que de les soumettre à des exercices de tir ? Pourquoi les médias n'ont-ils jamais soulevé cette question ? On se souvient de l'affaire Mario Bastien, ce pauvre d'esprit qui aurait probablement du être en institution plutôt qu'en prison. Bastien a tué un adolescent alors qu'il était en

libération conditionnelle. Le chœur des journalistes judiciaires, soit presque l'ensemble de la profession dans certaines salles de nouvelles, de concert avec celui des éditorialistes de quotidiens, s'est empressé de faire le procès public du système de libération conditionnelle, et de dénoncer le « laxisme » des lois permettant la libération des condamnés avant la fin de leur sentence. On aurait cru entendre le lobby des chefs de police. L'argument principal : si Bastien n'avait pas été libéré prématurément, le jeune serait encore en vie. Conclusion la population est mal protégée. Conclusion bis : il faut revoir le système de libérations conditionnelles.

Jocelyn Hotte disposait d'un Smith & Wesson 9mm Luger avec « trois chargeurs de 15 balles. Il faut toujours les avoir avec nous quand on travaille. Pour tirer 15 balles, c'est rapide. Si tu gardes ton doigt dessus, c'est comme une mitrailleuse », de préciser son confrère Bussièrre. Pourquoi les démagogues des médias n'ont-ils pas ressorti leur raisonnement habituel cette fois-ci ? Serait-ce parce que le lobby policier ne leur a pas soufflé les réponses comme d'habitude ? Si Jocelyn Hotte n'avait pas eu un entraînement de « conduite avancée », et une arme super performante gracieusement fournie par la GRC, Lucie Gélinas ne serait-elle pas encore vivante ? Au cours du procès, la défense a fait remonter les troubles psychiatriques de Hotte à l'âge de 11 ans (il a 43 ans), rechute en 1994 et après le Sommet de Québec au printemps 2001. Un homme avec un tel passé psychiatrique devrait-il être armé et entraîné à tuer ? Pourquoi les autorités n'ont-elles rien remarqué des troubles mentaux de l'assassin alors que ses proches ont tous affirmé en cour avoir été conscients de cette rechute récente ?

Il y a un autre problème. Pour camoufler leur incompétence administrative, les autorités ont déjà désigné des boucs émissaires. « L'attitude des policiers de Laval qui ont répondu à cet appel de détresse paraît tellement problématique que le juge John H. Gomery est venu à deux cheveux de les traiter de menteurs », écrit André Cédillot (*La Presse* 15-12). Les policiers de Laval ont

classé l'appel de détresse de Lucie Gélinas comme non fondé et n'ont fait un rapport que six jours plus tard, après l'assassinat. Le lobby journalistico-policier a tout fait pour occulter l'évidence : les policiers de Laval ne sont pas intervenus, probablement parce que Hotte était policier. N'est-ce pas en effet parce que Hotte était « un membre en règle » de la GRC que les policiers de Laval n'ont pas produit de rapport ? N'est-ce pas avant tout une décision corporatiste ? Bref, n'est-ce pas parce qu'ils savaient que Hotte pourrait être passible de sanctions disciplinaires ou de suspension que les policiers de Laval n'ont pas fait de rapport ?

Il y a mieux pour les puissants que de violer le droit, c'est d'avoir un ordre légal à leur botte.

Dans un autre bel effort de diversion, la police de Laval a émis de nouvelles directives d'intervention pour les cas de violence conjugale, alors que nous sommes visiblement en présence d'un cas de conflit d'intérêt et de protection corporatiste. C'est une grave erreur de réduire cette bavure à une histoire de violence conjugale. Les nouvelles directives ne devraient pas tant cibler les situations de violence conjugale, que l'obligation pour un policier de rapporter toute plainte impliquant un autre policier, dans tous les cas de violence conjugale, extra-conjugale, en fait, dans tous les cas d'infraction au code criminel, sans exception. Tolérance zéro à la violence et à l'intimidation. Voilà une formule qu'ils connaissent.

Non seulement, dans le cas présent, les journalistes qui couchent avec la police se sont-ils abstenus de poser les bonnes questions, et ont tout fait pour noyer le poisson, mais en plus ils se sont aussi occupés de disculper les boucs émissaires. « L'attitude des policiers Rufer et Sirois (de Laval) n'est pas surprenante. Dans le feu de l'action, consciemment ou non, les policiers ont tendance, d'une certaine façon, à dissuader les citoyens de porter plainte quand il s'agit de conflits interpersonnels », conclut André Cédillot. Eh voilà ! Les autorités ne sont responsables de rien, et les boucs émissaires sont victimes des circonstances. Circulez, il n'y a rien à voir.

JACQUES BOUCHARD

Deuxième Congrès annuel de l'Union Paysanne : Des paysans en santé et presque libres

L'UNION PAYSANNE (UP) a tenu son deuxième congrès annuel fin novembre sous le thème *Pour des paysans libres*. Les séances plénières ont été fort animées par des positions contraires sur deux points fondamentaux pour l'avenir du mouvement : la question de la liberté d'adhésion syndicale et celle relative au rôle des « citoyens » sur les instances décisionnelles de ce « syndicat citoyen » enregistré en vertu de la *Loi sur les syndicats professionnels*.

L'idée de la liberté individuelle d'adhésion a été défendue par des agriculteurs établis depuis longtemps, qui se reconnaissent souvent comme de petits entrepreneurs, et qui sont plus près de positions patronales. Assez libéraux et fervents partisans de l'autonomie, ils revendiquent le droit de refuser de s'associer à un syndicat, et donc l'abolition de la formule Rand*. La position contraire était appuyée par les agriculteurs progressistes et soucieux de solidarité, de même que par les membres non-producteurs, dont certains ont fait du syndicalisme par ailleurs.

L'enjeu est énorme pour le syndicat naissant. S'il se positionne contre la formule Rand, il s'aliène toutes les centrales syndicales du Québec (dont plusieurs sont en faveur du modèle industriel et du libre-échange, ce qui n'est pas le cas de l'UP). Mais s'il se positionne pour la formule Rand, il accepte que sa position face à l'Union des producteurs agricoles (UPA) reste faible jusqu'à ce qu'un nombre significatif des 40 000 membres de cette dernière décide de faire le saut à l'UP, ce qui fait reposer le fardeau de la preuve sur la jeune organisation. Les membres de l'UP ont finalement décidé de faire la promotion de la formule Rand dans un premier temps et de défendre la liberté totale d'adhésion lorsque le mouvement sera plus fort.

La seconde question est relative à la tension entre la représentation des intérêts des agriculteurs et celle des consommateurs. Depuis sa

naissance l'UP est aux prises avec ce problème singulier qui découle de la division des postes décisionnels entre les membres producteurs et citoyens. Par exemple, c'est le contraire à la Confédération Paysanne française qui n'accepte comme membres que les agriculteurs reconnus. Les citoyens qui l'appuient n'ont aucun pouvoir décisionnel dans ce syndicat corporatiste.

Les ténors de l'UPA ont tablé là-dessus et ont entrepris de discréditer l'Union Paysanne en disant que le citoyen n'avait pas à se mêler d'agriculture, que c'est là affaire de spécialistes. Plusieurs agriculteurs membres de l'UP, pressés de faire avancer les choses, ont donc proposé au congrès de réduire le rôle des citoyens sur les comités de productions sectoriels afin de mieux se positionner face à la régie des marchés et, surtout, à l'UPA. Cette logique a été refusée en séance plénière car il est apparu que, face à la régie des marchés, le titre de producteur agricole n'est pas absolument nécessaire. Les membres n'ont pas voulu réduire le rôle des citoyens dans une organisation qui clame haut et fort que l'agriculture est une question nationale qui interpelle tous les citoyens.

La question est donc réglée jusqu'à l'année prochaine : l'Union Paysanne fera la promotion du pluralisme syndical et tentera de recruter assez de membres parmi les producteurs reconnus pour faire pencher la balance de son côté dans certains secteurs de production. Un programme pour le moins ambitieux.

LE COUAC DES CHAMPS

(*) Une note (très) rapide sur la formule Rand : issue en 1947 d'une décision de la Cour Suprême, elle proposait que les syndicats puissent prélever automatiquement les cotisations des employés, sans toutefois obliger ceux-ci à adhérer. Elle a permis au syndicalisme de se fortifier en lui assurant un membership imposant et un financement régulier. Elle est aujourd'hui considérée comme un acquis central. Notez que l'ADO propose d'abolir cette formule.

Montre moi tes pellicules



SI ON PEUT s'accorder avec notre tourneur Bruno Dubuc (*Le Gambit du Fou*) quant à la facilité d'utilisation des vidéos légères et des rutilantes mini-DV, et même de leur utilisation militante, il reste que la techno relègue à néant toute la marge de la précédente technologie. Quand les vinyles ont été sacrifiés à l'autel de la relance de l'industrie de la musique, nombre de ménestrels peu performants n'ont pas été transférés... On les raye sans tambour ni trompette.

Sans relancer de stérile débat sur le meilleur support ou la bonne technologie, il n'en demeure pas moins qu'une crise d'amnésie nous guette avec tout un lot de films 8 ou 16 mm dont le peu de moyen fera qu'ils se fossiliseront avec l'air du temps qui, lui, est au progrès. Certains pays du tiers monde en savent quelque chose. Les oubliés de la téléphonie câblée pourront repasser. Hop! Les plus nantis sautent quelques cases en allant directement au sans fil. Allez les ploucs, utilisez des pots de yaourt munis d'une ficelle et placoter jusqu'à en crever la bouche ouverte!

N'ajoutons pas que nous découvrons-stupéfaction, que les fabricants d'ordinateurs, de téléphones cellulaires et de vidéo qui deviennent désuets avec une rapidité d'éphéméride produisent de fabuleuses quantités de déchets toxiques. Mais bon... Silence on tourne! Heureusement, le montage ne sera que plus facile.

RAMON VITESSE

As-tu deux minutes!

Récemment, Santé Canada tenait des consultations publiques sur l'irradiation des aliments (poulet, bœuf haché, etc.). Pour irradier les aliments, on les expose à une dose de cobalt 60 qui a transité dans un réacteur nucléaire pour le rendre radioactif. Deux minutes étaient accordées à chaque personne ou groupe qui désirait s'exprimer sur le sujet. L'irradiation rend les aliments stériles et prolonge leur durée de vie sur les tablettes. Santé Canada précise que si on irradie de la viande avariée le résultat du processus est de la viande avariée stérile. C'est pareil pour un processus avarié et stérile de consultation. Le résultat est que nous sommes cuits!



Rumeur forestière

Le Couac a appris entre les branches de ce qu'il reste de la forêt de Kanasuta (Abitibi) que Richard Desjardins et Robert Monderie préparent un autre film.

Le goût du risque

LE SAVIEZ-VOUS? « Vous achetez des légumes bio... Êtes-vous au courant qu'il y a des risques de cancer à cause des produits chimiques qu'ils mettent dessus? ». Authentique. Cet avertissement péremptoire nous est asséné par la caissière d'une



grande chaîne d'épicerie qui s'inquiète, puisque nous avons la responsabilité d'un bambin. Il faut l'entendre pour oser y croire... C'est un peu comme si on payait plus pour vivre dangereusement sans faire de sport extrême, seulement à grignoter une carotte ou se prendre une purée de navets dans les genives... Évidemment on se doutait bien que le bio n'est pas parfait. Que les trucs se baladent dans la nature, il s'agit d'un moindre mal alimentaire... La méga agriculture peut, tranquillement, pisser et chier directement ses produits de laboratoire au jardin, la désinformation croit avec l'usage! Tant qu'à y être, méfiez-vous aussi des feuilles de chou du Couac. Lis(i)ez! Ça presse!

RAMON VITESSE

À six jours d'une catastrophe...

NOUS L'AVONS ÉCHAPPÉ BELLE. Un projet de modifications à la Loi sur la qualité de l'environnement du Québec, publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 4 septembre dernier, allait permettre aux cimenteries et aux papeteries d'incinérer des déchets toxiques (huiles usées, BPC, etc.) sans, comme par le passé, procéder à une étude d'impact et à une audience publique. Dans le langage des fonctionnaires, cela ne s'appelle pas éliminer des déchets toxiques. Non! Non! Non! c'est de la « valorisation énergétique ».

Se faire passer un sapin

Six jours avant la fin de la période de 60 jours (dite de consultation publique) allouée pour s'opposer à ce projet de règlement, dont personne n'avait eu vent, les groupes environnementaux du Québec ont réagi vigoureusement. Ils ont fait parvenir leurs doléances au responsable de ce dossier Jean-François Simard, ministre délégué à l'Environnement.

Voyons dans le texte, les grandes lignes de ce projet de modifications: « L'abrogation du recours à la procédure d'examen des impacts sur l'environnement [...] favorisera l'accès à une plus grande variété de matières dangereuses résiduelles pour les entreprises en mesure de respecter les nouvelles normes atmosphériques [...] Ces entreprises réaliseront des économies dans leurs coûts énergétiques et éviteront les coûts normalement consacrés à la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement. »

Bref, les cimenteries et les papeteries, qui répondent aux normes, pourront diminuer leur coût énergétique en brûlant des matières toxiques, sans procéder à une étude d'impact. Donc, sans évaluer les risques associés au transport, à l'entreposage et à la manipulation de ces matières dangereuses toxiques et que dire des rejets dans l'atmosphère. De plus, cela ouvre la porte à ceux qui seraient tentés de faire de la « valorisation » de déchets toxiques et qui se lanceraient dans l'importation des déchets à « haute valeur énergétique » en provenance des États-Unis.

Citoyen, ta gueule!

Toujours dans le texte du règlement: « Pour les citoyens, l'abrogation du recours à la procédure d'examen des impacts sur l'environnement ne leur permettra plus d'exprimer leur point de vue. » Nombreux sont les citoyens qui vivent à proximité de sites d'incinération. Pas le droit de

savoir ce qu'on y brûle, ce qui ressort dans l'atmosphère et même de s'opposer à un projet de « valorisation énergétique ». Le plus ahurissant de ce projet de règlement est le fait qu'il accordait tous ces privilèges aux entreprises non spécialisées dans l'élimination des matières toxiques. Car, les entreprises spécialisées devront se soumettre à l'étude d'impact pour l'implantation ou l'agrandissement d'un lieu d'élimination. La subtilité dans le projet de règlement – les uns éliminent et les autres « valorisent ». Quant au citoyen, on tente de le museler. C'est coûteux les études d'impact et les audiences publiques.

C'est une honte nationale!

Deux ministres : un chef et un « délégué »

Ils sont deux à avoir apposé leur signature sur le projet de règlement – le ministre en chef de l'Environnement, André Boisclair et le « délégué », Jean-François Simard, qui a avoué, lors d'une rencontre avec les environnementalistes (le 13 novembre 2002), être responsable de ce projet (ce qui ne dispense pas le ministre en chef). Du même souffle, il a joué la carte du bon gars. Première excuse: lorsque que le projet de règlement a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, monsieur était au Sommet de la Terre à Johannesburg. Deuxième excuse: il déclare ne pas connaître à fond le contenu du projet de règlement (qu'il a approuvé et signé) et accepte de prolonger la période de discussion jusqu'à la fin février 2003.

Si personne n'avait pris connaissance du projet de règlement avant la fin des 60 jours de consultation publique, nous étions cuits. Francement, signer un projet de règlement sans l'avoir analysé à fond, sans en mesurer les impacts et l'avouer cela relève de la plus haute incompétence. La même incompétence qui a guidé le même ministre délégué à accorder près de 200 000 dollars au professeur Michaud, de l'université Laval, un chercheur pro-OGM, pour étudier l'impact des cultures transgéniques sur l'environnement (*Le Couac*, novembre 2002).

Un projet de règlement comme celui-ci cherche à éliminer le citoyen au lieu de le valoriser. Un gouvernement social-démocrate, vous avez dit? C'est une honte nationale!

CLÔDE DE GUISE

La pollution de l'information

« C'est moé qui va la déviarger en premier »
Le Grand Journal (TQS 28-11)

DANIEL GOURD, le nouveau vice-président de la télévision française de Radio-Canada, veut mettre l'accent sur l'information pour améliorer les cotes d'écoute. Une grosse pente à remonter... Si les bulletins de la SRC sont moins populaires que ceux de TVA et TQS, selon Pierre Juneau, ancien président de la SRC de 1982 à 1989, c'est parce « qu'à Radio-Canada, on met davantage l'accent sur l'analyse et le traitement en profondeur » (La Presse 28-11). Il y a sûrement longtemps qu'il n'a pas vu les nouvelles à la télévision, l'ancien président.

Ce n'est pas le traitement qui fait problème, mais le contenu. Particulièrement entre 17 h. et 19 h. Les téléspectateurs doivent se farcir soir après soir une enfilade de rapports de police, d'histoires de mœurs, et de drames familiaux



sur fond de détails sordides et scabreux à leur faire dégueuler leur souper. À titre d'exemple, comparons le journalisme poubelle traditionnel avec la nouvelle pollution de l'information. *Allô Police* a toujours eu la réputation de pratiquer un journalisme d'un goût douteux, autant à cause du choix des sujets que par leur traitement. Les

principaux reportages d'*Allô Police* dans son numéro du 20 décembre sont : une histoire de trafic de drogue dans le port de Montréal, une querelle entre deux co-locataires qui tourne au meurtre, l'affaire Jocelyn Hotte, ce policier de la GRC qui a tué son ex-blonde, une histoire de pédiatre pédophile, une croustillante histoire d'inceste impliquant le pôpa, la môman et les zenfants, le procès des Hell's Angels. En fait, *Montréal Ce Soir* (SRC), *Le Grand Journal* (TQS), ou *Le 17 Heures* (TVA) se sont étendus en long en large et en travers sur ces sujets.

Lundi 16 décembre, *Montréal Ce Soir* (SRC 18 h.), sujets des reportages dans l'ordre : loi d'indemnisation des victimes d'actes criminels illustrée par un montage de *stock shots* de flics souriants entrecoupés de scènes d'une manifestation des victimes avec le journaliste Michel Auger en tête, saisie possible du bunker des Hell's Angels à Saint-Nicolas, bagarre dans une discothèque de Laval, encore le pédiatre pédophile, l'histoire d'inceste, la contrebande de cigarettes, etc. Aujourd'hui, tous les téléjournaux sont devenus des imitations d'*Allô Police*, alors qu'il n'y a pas si longtemps aucun journaliste sérieux n'aurait voulu être associé à ce type de journalisme bas de gamme.

La Société Radio-Canada a fait fuir ses téléspectateur en imitant ses concurrents, alors qu'elle aurait dû s'en distinguer.

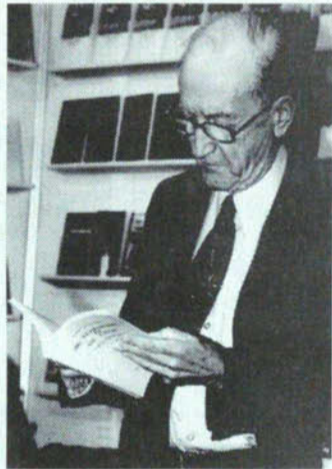
JACQUES BOUCHARD

1 - Phrase « clé » du témoignage d'un accusé d'inceste, telle que citée par la journaliste de service

La justice en tant que projectile

LE DERNIER livre de PIERRE VADEBONCŒUR est un recueil de textes

politiques, paru à gauche et à droite au cours des dernières années. Et ce qui est intéressant avec ce petit livre magnifique, c'est que chaque article, lumineux en lui-même au moment de sa parution, prend une nouvelle dimension du simple fait de suivre et de précéder d'autres articles publiés des mois plus tôt ou des mois plus tard. On peut ainsi saisir la pensée de l'auteur se déployant dans le temps.



Il a de la suite dans les idées, le bonhomme, phénomène assez rare dans ce pays qui ne sait jamais s'il avance ou s'il recule. Il ne butine pas Vadeboncœur, comme plusieurs. Lui, il creuse. Il s'acharne. Il enfonce le clou. Depuis toujours.

Déjà, il y a plus de trente ans, dans *Lettres et colères* paru chez Parti pris, il dénonçait les crimes de l'impérialisme américain au Vietnam, à Cuba, en Amérique latine. Aujourd'hui dans *La justice en tant que projectile* il déconstruit le discours des fondamentalistes de l'extrême droite au pouvoir à Washington. Il expose au grand jour la politique d'agression et de conquête de l'Empire américain au service des multinationales. Il démasque le système total, donc totalitaire comme disait Pasolini, qui se construit derrière le nuage de fumée de la démocratie des entreprises.

«...l'essaie de voir à travers tout cela du mieux que je peux, par

le moyen, si simple, de l'observation critique, peu savante mais qui va de préférence à l'aspect caché des choses les plus évidentes. Il faut toujours décoder – singulièrement le discours américain par les temps qui courent. Les évidences publiques disent tant sur ce qu'elles montrent, mais sur ce qu'elles dissimulent aussi ! Il suffit, pour y voir clair, d'un peu de scepticisme. Le domaine s'y prête à merveille. Mais à cette condition. »

Quand je lis du Pierre Vadeboncœur, je me sens soudain plus intelligent et plus humain. Pour quelques heures, le monde me semble moins laid. Sans doute parce qu'il y a dans l'écriture de Vadeboncœur, en plus de l'intelligence, une grande beauté, une certaine hauteur et beaucoup de cœur. Ce n'est jamais petit. Tout devient lumineux et simple. Simple malgré la complexité du monde.

On ne retrouve pas chez Vadeboncœur, résolument de gauche, ce ton pleurnichard des mères Thérèse supposément progressistes, ce ton insupportable débordant de bons sentiments et de fausse culpabilité. Il y a chez Vadeboncœur la dignité et la droiture des hommes debout, des hommes libres qui refusent de jouer aux victimes. Il y a aussi de la jeunesse, sans la naïveté de la jeunesse.

l'espère qu'on me pardonnera, mais quand je viens pour parler de l'œuvre de Vadeboncœur, je suis pris de vertige, je me mets à bégayer. Les mots me manquent pour partager mon en-

thousiasme et ma joie. J'ai peur de ne pas être assez convaincant, de ne pas être à la hauteur, de passer à côté.

Ce livre est un acte de résistance. Il faut le lire et le faire lire. Lire c'est aussi une façon de résister. Car résister, c'est d'abord comprendre. Sinon on reste prisonniers des petits mercenaires de l'Ordre des multinationales qui contrôlent la pensée dans toutes les gazettes imprimées, radiodiffusées ou télédiffusées.

Comme ce livre est irréfutable, on ne l'attaquera pas selon la tactique habituelle de l'anti-américanisme primaire. (Un argument en porte faux puisque l'impérialisme m'a toujours paru un phénomène extraordinairement primaire en soi.) On le passera tout simplement sous silence. C'est beaucoup plus efficace.

Et ce silence on le remplira avec le verbiage incontinent de ces hommes de main à docteur, engagés à fort prix, pour siéger dans les chaires universitaires de ceci ou de cela. Ces chaires molles, ces chaires du Canada, ces chaires de Troie financées par le fédéral, le multinational ou le téléglobal. Comble le silence par du ronflant, du bruit, du vent. Comble le vide par plus de vide encore, voilà la tactique des porte-voix et des porte-crottes de l'impérialisme.

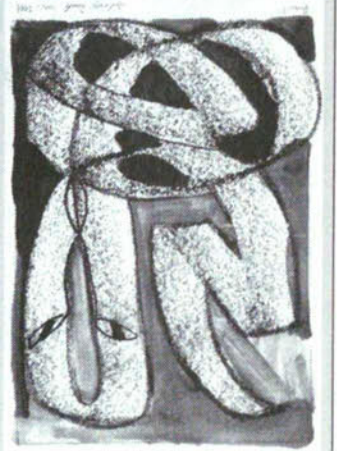
Lisez ce livre. Faites le lire. Avant qu'on vous envoie encore une fois à la boucherie pour défendre la liberté des autres, la liberté des marchands de pétrole. On nous a fait le coup deux fois à nous québécois, au XX^e siècle. Ça devrait suffire.

PIERRE FALARDEAU

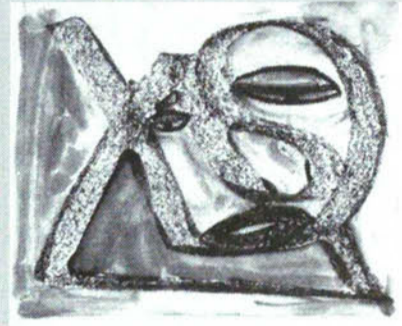
Pierre Vadeboncœur,
La justice en tant que projectile,
LUX Éditeur, 2002

Un art hors concours

SOLANGE RIOUX, qui travaille à ses dessins dans le secret de son existence et comme s'il ne s'agissait de rien de plus que d'une occupation banale, n'ambitionne rien. Artiste, elle revient chaque jour à ses crayons, à ses couleurs, simple mode de vie, refuge, habitude, mode de pensée, inscrits dans sa quotidienneté.



Bravo!



Misère

qu'elle habiterait seule, d'une fantasmagorie tout intérieure, ou qui existerait comme dans un rêve.

Rien à voir avec des théories, avec des exemples, avec des leçons puisées dans les milieux de l'art, avec des comparaisons qui s'établissent entre contemporains ou avec des écoles antérieures. Ce qu'elle fait ressemble un peu à de l'art brut, sur lequel les artistes qui en font se consultent peu, préférant à ces échanges leurs rêves aussi bien que leur sens esthétique inné, très intérieur lui aussi. Ils ne tiennent compte que de cet accord profond avec eux-mêmes et avec je ne sais quel indicible qui les habite.

Chez nombre d'entre eux le sens artistique s'avère remarquablement juste, comme c'est le cas pour Solange Rioux tant dans les produits de son art que dans les propos laconiques, imagés, rares avec lesquels il lui arrive de les commenter.

Voici *Misère* et *Bravo!*, deux aquarelles et fusains sur papier blanc, 23 cm sur 27 cm environ.

Les figures qu'elle dessine sont souvent des sortes de masques comme ici. Ces masques ont ceci d'antique ou de primitif que le regard des personnages est à la fois vide d'expression et en même temps d'une expression intense et parfois tragique. Cela n'est aucunement voulu ni cherché. Un art immémorial se retrouve ainsi dans les figures de Solange Rioux, je ne sais ni comment ni pourquoi et sans doute ne le sait-elle pas davantage, mais c'est ainsi. Il s'agit d'un art ne procédant d'aucune imitation. Cet art est à part. Ses figures sont pleines d'une vie onirique indéchiffrable, fondamentale, grave.

PIERRE VADEBONCŒUR



Les médias, le cirque

L'ÉMISSION Enjeux de la SRC (26-12-02) avait pour thème *Bunker, la vraie histoire*. Basée sur la récente télésérie *Bunker, le cirque* – diffusée à la même chaîne – l'émission portait sur l'intégrité des politiciens québécois et canadiens. Pour nous expliquer comment ça marche-pour-le-vrai, dans les coulisses de la politique, moult invités tels Pierre-Marc et Daniel Johnson, Joe Clark et l'incontournable André Pratte de *La Presse*.

On peut d'abord questionner la pertinence de s'en remettre à une télésérie de fiction, diffusée à heure de grande écoute et destinée à divertir, pour réfléchir sur la politique.

Puis on s'arrête à la question lancée aux téléspectateurs pendant l'émission : « Faites-vous encore confiance aux politiciens ? » C'est le « encore » qu'il faut remarquer ici. On tient pour acquis qu'autrefois, on pouvait sans crainte se fier aux politiciens, alors qu'aujourd'hui, n'est-ce pas... On sait comme les choses pourrissent avec le temps, comme on vit dans une époque de déchéance. C'est une manie de voir en toute chose une dégradation ou une aggravation : la politique, la qualité du français, les valeurs, la criminalité, etc. Tout se corrompt.

Ce discours quasi apocalyptique que tiennent certains politiciens et, peut-être surtout, les médias, a pour fonction d'alimenter ces derniers (le spectateur aime le tragique) et de rendre les citoyens frileux, ce qui sert, en général, les intérêts conservateurs et autoritaires.

Aristote a identifié ce lieu commun il y a déjà bien longtemps : le mythe d'un jadis plus pur. Un jadis où les bonnes valeurs régnaient, et un présent corrompu. Pourtant, plus ça empire, plus c'est pareil.

MICHELLE LOSLIER

Un historien américain* contre la guerre

L'horreur derrière les statistiques



À propos de la guerre prochaine en Irak, quelque chose fait défaut dans le discours des journalistes et des politiciens autoproclamés, de même que dans le discours troublé de certains opposants au conflit. Tous ces discours traitent de stratégie, de tactique, de géopolitique et de personnalités. On considère la guerre aérienne, la guerre au sol, les armes de destruction massive, les inspections, le pétrole, le gaz et un nouveau régime politique.

On oublie de traiter de ce que causera une guerre des États-Unis contre l'Irak à des milliers, voire à des centaines de milliers de gens ordinaires qui ne sont pas concernés par la géopolitique et les stratégies militaires mais qui souhaitent voir leurs enfants vivre et grandir. Ces gens ne sont

pas concernés pas la « sécurité nationale » mais bien par la sécurité personnelle : la nourriture, un toit, des soins de santé, la paix.

Je parle de ces Irakiens et de ces Américains qui mourront certainement dans une telle guerre ou qui perdront leurs bras, leurs jambes ou deviendront aveugles. Ou alors ces jeunes gens seront peut-être frappés par une étrange et mortelle maladie qui les conduira à donner naissance à des enfants difformes, comme cela est arrivé à nombre de familles au Vietnam, en Irak et aussi aux États-Unis.

Oui, il y a eu des discussions sur ce que représenterait les pertes américaines à la suite d'une invasion de l'Irak. Mais, comme toujours lorsque les stratèges discutent de questions semblables, il ne s'agit pas de considérer les blessés et les morts en tant que tels mais la quantité critique de pertes américaines qui ferait en sorte que le public cesse de supporter la guerre et l'effet qu'aurait ce conflit sur les prochaines élections au Congrès et à la Présidence.

C'est bien cela qui était dans l'esprit du président Lyndon B. Johnson, comme nous l'avons appris des enregistrements des conversations de la Maison Blanche. Le président s'inquiétait des Américains qui mourraient si la guerre au Vietnam était poussée plus loin, mais ce qui le préoccupait plus que tout était son avenir politique. Si nous nous retirons du Vietnam, dira-t-il à son ami le sénateur Richard Russell, « ils vont me blâmer, n'est-ce pas ? ».

Dans tous les cas de figure, des soldats américains morts à la guerre ne représentent toujours que des statistiques. Les individus font défaut dans des statistiques de ce genre. On laisse aux poètes ou aux romanciers le soin de nous prendre par les épaules et de nous secouer tout en nous enjoignant d'écouter et de regarder...

Durant la Première Guerre mondiale, environ 10 millions d'hommes sont morts sur les champs de bataille, mais il nous fallut John Dos Passos pour nous confronter à ce que cela voulait vraiment dire. Dans son roman 1919, à propos de la mort de John Doe, il écrit : « À la morgue en papier goudron de Chalons-sur-Marne, dans l'odeur de chaux et de mort, ils prirent une boîte en pin qui contenait tout ce qui restait de... John Doe... des restes de viscères séchés et de peau enveloppée de tissus kaki. »

LA GUERRE du Vietnam en fut une où nos têtes furent bourrées de statistiques dont une, plus frappante que les autres, fut gravée sur un monument à Washington : 58 000 morts. Mais on doit lire les lettres des soldats écrites juste avant leur mort pour que ces statistiques prennent un aspect humain. Et pour connaître tout ceux qui ne sont pas morts mais mutilés d'une façon ou d'une autre – les amputés, les paraplégiques – il faut lire *Né un 4 juillet*, les mémoires où Ron Kovic raconte comment sa colonne vertébrale fut brisée et sa vie transformée.

Nos morts comme ceux de l'ennemi, c'est-à-dire ces jeunes hommes, conscrits ou per-

suadés de la nécessité d'empiler leurs corps contre ceux de nos jeunes gens, ce ne sont pas des sujets de préoccupations pour nos leaders, nos généraux, nos journaux et magazines, nos chaînes de télévision. À ce jour, la plupart des Américains n'ont aucune idée, ou seulement une très vague idée, de combien de Vietnamiens – soldats et civils – sont morts sous les bombes et les obus américains. Un million de civils... Et un autre million de militaires...

Pour ceux qui connaissent les statistiques, les hommes, les femmes et les enfants derrière ces colonnes de chiffres demeurent inconnus tant et aussi longtemps que la photo d'une petite fille vietnamienne brûlée au napalm ne paraît pas, tant et aussi longtemps qu'ils ne voient pas de photos de femmes et d'enfants entassés dans des tranchées où des GI tirent à bout portant avec des armes automatiques.

IL Y A DIX ANS, c'était la première guerre contre l'Irak. Les leaders étaient fiers de constater qu'il n'y avait eu seulement que quelques centaines de pertes. Mais les familles des victimes entendent-elle le mot « seulement » de la même manière ?

Lorsqu'un reporter demanda au général Colin Powell s'il savait combien d'Irakiens étaient morts lors de cette guerre, il répliqua : « Ce n'est vraiment pas le sujet qui m'intéresse le plus. » Un officier de haut rang du Pentagone déclara ceci au *Boston Globe* : « Pour vous dire la vérité, nous ne portons pas vraiment attention à cette question. »

Les Américains savaient que leurs pertes en Irak étaient minces. Le contrôle des médias par le gouvernement et l'acceptation complice de ce contrôle par les médias empêchèrent le public d'être confronté directement à des images de gens tués ou agonisants, comme ce fut le cas au Vietnam.

On vit à l'occasion des fractions de l'horreur

infligée au peuple irakien, des éclairs fugaces de vérités dans des journaux dont la lumière fut bien vite éteinte. À la mi-février 1991, des avions de la US Air Force larguèrent, à 4 heures du matin, des bombes sur un abri anti-aérien de Bagdad. Des hommes, mais surtout des femmes et des enfants, étaient réfugiés là afin d'échapper aux bombardements continus. Entre 400 et 500 personnes furent tués. Un reporter d'Associated Press, un des rares à qui l'on eut permis de ce rendre sur place, affirma : « La plupart des corps récupérés étaient calcinés et mutilés au point de rendre leur identification impossible. »

Dans l'étape finale de la guerre du Golfe, les troupes américaines furent engagées dans une attaque au sol contre l'Irak. Tout comme la guerre aérienne, cette intervention ne rencontra pratiquement aucune résistance. Avec une victoire certaine en poche et une armée irakienne en pleine débandade, l'aviation américaine continua néanmoins de bombarder les soldats irakiens en retraite sur l'autoroute de Kuwait City. Un reporter qualifia la scène « de soufflé de l'enfer... de lugubre testament... Sur le sable, d'Est en Ouest écrivit-il, gisait les corps de ceux qui tentaient de fuir... »

Cette scène horrible fut rapportée pour un moment dans la presse mais disparue dans l'exaltation d'une victoire où les politiciens et les médias se réunirent pour célébrer. Le président Bush clamait : « Le spectre du Vietnam a été enterré pour toujours dans les sables du désert de la péninsule arabe. » Les deux magazines majeurs de l'information aux États-Unis, *Time* et *Newsweek*, imprimèrent une édition spéciale clamant la victoire. Chacun consacra environ cent pages à la célébration, signalant avec fierté le petit nombre de pertes américaines. Ils ne dirent pas un seul mot à propos des dizaines de milliers d'Irakiens – soldats et civils – victimes de la tyrannie de Saddam Hussein puis de la guerre de George Bush père.

Il n'y avait pas de chiffre à ce sujet. Plus important encore : il n'y avait pas la moindre photographie d'un enfant irakien mort, aucun nom en particulier d'Irakiens, aucune image de souffrance ou de détresse pour convier le peuple américain à réfléchir à ce qu'une telle machine de guerre pouvait causer à d'autres êtres humains.

Tout cela m'est revenu vivement en tête lorsque, en décembre 1998, l'administration Clinton lança une série de bombardements contre l'Irak, encore une fois sans donner le moindre indice sur les conséquences humaines de pareilles attaques. Un e-mail m'arriva alors en provenance d'un médecin irakien : « Je suis un citoyen irakien qui a trouvé refuge en Grande-Bretagne à cause de la brutalité du régime de Saddam qui, en deux ans, a tué mon vieux père innocent et mon plus jeune frère, qui laisse derrière lui femme et enfants. Je vous écris pour vous faire savoir que durant le second jour de bombardement en Irak, un missile Cruise a touché la maison de mes parents dans une banlieue de Bagdad. Ma mère, ma belle-sœur et les trois enfants de mon frère sont morts instantanément. Je hurle de douleur. »

Le bombardement de l'Afghanistan, une fois encore, a été traité comme si les vies humaines étaient de peu d'importance. Cette campagne a été décrite comme une « guerre au terrorisme », pas une guerre aux hommes, aux femmes et aux enfants... Les rares reportages au sujet d'« accidents » ont été vite suivis de démentis, d'excuses, de justifications. Il y a eu quelques informations à propos du nombre de morts afghans, mais toujours que des chiffres.

Il est rare que l'histoire humaine – avec des noms et des images – transperce le voile de la désinformation, comme ce jour où j'ai lu l'histoire d'un enfant de dix ans, du nom de Noor Mohammed, couché sur un lit d'hôpital à la frontière pakistanaise,

sans yeux, ses mains arrachées, victime de bombes américaines.

Pour ceux qui connaissent les statistiques, les hommes, les femmes et les enfants derrière ces colonnes de chiffres demeurent inconnus tant et aussi longtemps que la photo d'une petite fille vietnamienne brûlée au napalm ne paraît pas.

NOUS DEVONS bien sûr discuter aussi des objectifs politiques. Nous notons qu'une attaque sur l'Irak serait une violation flagrante du droit international. Nous notons que la possession possible d'armes dangereuses n'est pas

un fondement à la guerre, puisque sinon nous aurions la guerre dans une douzaine de pays. Nous observons que ce sont les États-Unis qui possèdent le plus d'armes de destruction massive et que ce pays les a utilisées plus souvent et avec plus de résultats mortels que n'importe quelle nation de la planète. Nous voyons clairement que cette guerre en est une d'expansionnisme et d'agression. Et nous remarquons la tromperie et l'hypocrisie aux plus hauts niveaux du gouvernement américain.

Mais, comme la menace d'une attaque américaine contre l'Irak est bien réelle, ne devrions-nous pas aller aussi au-delà de l'agenda des politiciens et des experts ? John LeCarre fait dire à l'un de ses personnages : « Je méprise les experts plus que quiconque sur la planète. » Ne devrions-nous pas demander à tous d'arrêter les discussions de haut vol pour un moment et imaginer plutôt ce que la guerre fera à des êtres humains dont les visages ne nous seront pas connus et dont les noms n'apparaîtront nulle part, sauf peut-être sur un monument de guerre ?

Pour cela, nous aurons besoin de gens venus du monde des arts, ceux qui, à travers le temps, d'Euripide à Bob Dylan, ont écrit et chanté à propos des victimes de la guerre.

En 1935, le dramaturge français Jean Giraudoux écrit *La Guerre de Troie n'aura pas lieu* dans laquelle Demokos, un soldat Troyen, demande à la vieille Hécube de lui dire à quoi ressemble la guerre. Elle répond : « À un cul de singe. Quand la guenon est montée à l'arbre et nous montre un fondement rouge, tout suaveux et glacé, ceint d'une perruque immonde, c'est exactement la guerre que l'on voit, c'est son visage. »

Si suffisamment d'Américains pouvaient voir cela, si suffisamment d'hommes et de femmes pouvaient voir cela, peut-être la guerre contre l'Irak n'aurait-elle pas lieu.

HOWARD ZINN

* Militant pacifiste, l'auteur est professeur émérite à la Boston University. Son livre classique, *Une Histoire populaire des États-Unis*, vendu à plus de 1 million d'exemplaires, vient de paraître en français (LUX éditeur). Howard Zinn sera de passage à Montréal le 20 janvier pour y donner une conférence (voir page 2).

Bilan de Bush

ON DIRA CE QU'ON VOUDRA, mais George W. Bush a le mérite d'être conséquent envers ce qu'il prêchait pendant sa campagne électorale, financée en partie par les P.D.G. d'ENRON, de WORLD COM, etc.

En quelques mois à peine, Bush aura réussi donc à :

- Réduire de 39 millions de dollars le budget des bibliothèques municipales.
- Réduire de 50 % le budget du programme de recherche sur les énergies renouvelables.
- Repousser la mise en application du règlement réduisant les niveaux acceptables d'arsenic dans l'eau potable.
- Réduire de 28 % le budget du programme de recherche pour des véhicules moins polluants et moins consommateurs d'énergie.
- Abolir la loi permettant à l'État de refuser tout contrat public aux entreprises qui violent les lois fédérales et les lois de protection en environnement, de même que celles régissant les règles de sécurité au travail.
- Permettre à Gale Norton d'étudier la possibilité d'ouvrir les parcs nationaux à l'exploitation forestière et aux forages pétroliers.
- Réduire de 86 % le programme communautaire d'accès aux soins qui organisait la coopération des hôpitaux publics, des cliniques privées et autres prestataires afin de venir en aide aux malades dépourvus d'assurance médicale.
- Réduire à zéro une proposition visant à accroître l'accès du public aux informations sur les conséquences des accidents chimiques industriels.
- Refuser de signer l'accord de Kyoto contre la volonté de 178 pays.
- Rejeter un accord international ayant pour but l'application d'un traité bannissant les armements microbiologiques.
- Réduire de 200 millions de dollars le budget des programmes de formation des travailleurs et travailleuses au chômage.
- Réduire de 200 millions de dollars le Fonds pour l'enfance et le développement, un programme qui permet aux familles à faibles revenus de faire garder leurs enfants pendant les heures de travail.
- Éliminer la couverture des contraceptifs prescrits médicalement pour les fonctionnaires de l'administration fédérale (le Viagra demeure couvert...).
- Réduire de 700 millions de dollars le budget de réhabilitation des logements sociaux.
- Réduire de 500 millions de dollars le budget de l'Agence de protection de l'environnement.
- Abolir les règles concernant l'hygiène et la sécurité sur les lieux de travail.
- Renier sa promesse de réglementer les émissions de dioxyde de carbone qui contribue à l'effet de serre.
- Menacer de fermer le bureau de lutte contre le sida de la Maison Blanche.
- Décider de ne plus consulter l'Association américaine du barreau en ce qui à trait aux nominations des juges fédéraux.
- Refuser toute aide financière aux étudiants condamnés pour délits de toxicomanie alors que les personnes condamnées pour assassinat ont toujours droit à cette aide.
- Faire passer son projet de baisses d'impôts qui ne profite pour 43 % qu'à 1 % des américains.
- Favoriser l'élimination du programme « Lire, c'est fondamental », qui permettait de distribuer gratuitement des livres aux enfants des familles pauvres.
- Stimuler le développement d'armements « micro-nucléaires » destinés à atteindre des cibles souterraines, et ce, en violation directe du traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
- Nommer à un poste de juge fédéral Terrence Boyle, adversaire des droits civiques.
- Éliminer la date butoir de 2004 accordée aux constructeurs automobiles pour développer des véhicules plus économes en carburant.
- Nommer à la tête du programme gouvernemental de lutte contre la drogue, John Walters, adversaire acharné envers tout programme de traitement des toxicomanes incarcérés.
- Nommer responsable de l'eau et de la recherche scientifique auprès du ministère de l'Intérieur Bennet Raley, adversaire de la législation visant la protection des espèces menacées.
- Nommer Ted Olson au poste de conseiller juridique, Olson étant son principal avocat dans la controverse juridique sur la légalité du scrutin en Floride.
- Accélérer la procédure d'autorisation de construction de centrales nucléaires, et ce, à un rythme de trois par semaine.
- Proposer la vente de zones de forage gazier et pétrolier dans les aires pourtant protégées de l'Alaska.

Et ce n'est malheureusement qu'un bilan provisoire...

Source : L'observatoire des transnationales (<http://www.transnationale.org>)